

COOPÉRATION

GUINÉE - UE

Partenaires de l'UE

Ministère des travaux Publics

Direction Nationale de l'Entretien Routier (DNER)-
Ministère des Travaux Publics.

Fonds d'Entretien Routier (FER)

Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire (MVAT)

Cellule de Voirie Secondaire- Ministère de la Ville et de l'Aménagement du Territoire (MVAT)

Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS).

Bureau d'Etudes Louis Berger SA.

Société civile

Petite et Moyennes Entreprises (PME) du BTP

Faits et chiffres

Contribution de l'UE (10^{ème} FED): ~8 000 000 €

Décaissements (Jan 2016): ~5 000 000 €

Résultats & Impact

Période: 2013-2015

- 80 Km de routes revêtues entretenues.
- 5 Km de chaussées en béton réalisées.
- 350 ml d'exutoire d'assainissement réalisés.
- Création de plus d'un million hommes-jour d'emplois temporaires.
- 1 000 000 bénéficiaires



*Délégation de l'Union européenne en République de Guinée
Tél.: (+224) 622 35 20 71 - 631 40 48 70/71 - 664 33 20 70
delegation.guinee.conakry@eeas.europa.eu
Immeuble Le Golfe, Lanséboundji
BP:730 - Conakry
<http://eeas.europa.eu/delegations/guinea>
<https://www.facebook.com/DelegationDeLUnionEuropeenneEnGuinee>

PROJET URBAIN À HAUTE INTENSITÉ DE MAIN D'ŒUVRE

Aide d'urgence pour soutenir le processus de sortie de crise en Guinée.

Soutenir la consolidation du processus de sortie de crise et contribuer au message de changement. Entretien la voirie urbaine et améliorer les conditions de vie en milieu urbain par la création d'emplois à travers des travaux à haute intensité de main d'œuvre.



Le contexte, les enjeux

Les taux élevés de chômage et d'inactivité, notamment chez les jeunes et les femmes, contribuent aux tensions sociales et communautaires. Depuis 2010, ces tensions sont souvent exacerbées à l'occasion des échéances électorales, en particulier dans les communes de Conakry et les villes secondaires. Par ailleurs, les principales villes de Guinée souffrent d'insalubrité ainsi que d'infrastructures routières et d'assainissement défaillantes, facteurs supplémentaires de frustration sociale parmi les populations défavorisées.

La réponse de l'Union européenne

Avant même la reprise de sa coopération pleine et entière avec la Guinée en décembre 2013, l'Union européenne a choisi de mobiliser les fonds d'urgence non gelés du 10^{ème} FED (2008-2013) en vue de favoriser la création d'emplois dans les secteurs de l'assainissement et de la mobilité urbaine et, *in fine*, de soutenir la mise en place d'un climat apaisé propice à la consolidation du processus de sortie de crise. Le programme, axé sur la réhabilitation et l'entretien d'infrastructures urbaines à travers une approche de travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), s'articule autour de trois composantes :

- ▶ Entretien routier courant de la voirie urbaine de la ville de Conakry et des villes secondaires;
- ▶ Désenclavement et assainissement des quartiers défavorisés de la ville de Conakry (principalement drainage des eaux de pluie);
- ▶ Dialogue sectoriel et appui institutionnel pour le développement urbain.

Un impact positif direct est attendu de ce programme sur : le renforcement des capacités des PME, la création d'emplois et de revenus, notamment pour les jeunes en milieu urbain et l'amélioration des conditions de vie des quartiers et des populations défavorisés grâce au désenclavement et à l'assainissement du quartier.

Cette Intervention multisectorielle est mise en œuvre conjointement par la direction nationale de l'entretien routier et le fonds d'entretien routier sous la tutelle du Ministère des travaux publics, le bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), le bureau d'études Louis Berger SA, des organisations non gouvernementales et des PME.

Cette approche innovante constitue une action pilote en vue de la formulation du secteur focal assainissement urbain du 11^{ème} FED (2014-2020). La capitalisation des résultats et les leçons apprises ainsi que les analyses sectorielles réalisées contribueront directement au dialogue sectoriel entre les partenaires au développement et le gouvernement sur le cadre stratégique du développement urbain et les mesures d'accompagnement.